

COMPTE-RENDU D'UNE MISSION DE RECHERCHES AU CAMEROUN:

"DYNAMIQUE DES SYSTEMES D'ELEVAGE " (octobre 83-janvier 84)

L'objectif de la mission consistait à étudier l'évolution récente des systèmes d'élevage pratiqués en diverses zones bio-climatiques, dans le contexte de pressions démographiques inégales et d'économies rurales à dominante agricole ou pastorale.

Afin d'obtenir une gamme de situations aussi large que possible, trois terrains d'enquête ont été sélectionnés: le Diamaré, le centre de l'Adamaoua et les Grassfields de l'ouest. D'une région à l'autre, le contexte change en effet complètement:

Tabl. 1: Caractères généraux des régions d'enquête

	zone climatique	pression démographique	activité rurale dominante
Diamaré	soudanienne sèche	forte (20-100 h./km ²)	agricole
Centre Adamaoua	soudanienne humide d'altitude	faible (1-10 h./km ²)	pastorale
Grassfields	guinéenne d'altitude	forte (50-100 h./km ²)	agricole

I/ LES RELATIONS AGRICULTEURS-ELEVEURS AU DIAMARE

Il est devenu habituel d'affirmer que l'élevage est en crise au Nord du Cameroun. L'une des raisons tient à la restriction des pâturages devant la pression continue des cultivateurs. On s'est efforcé de mesurer le recul spatial de l'activité pastorale dans un exemple, celui du piémont et de la petite plaine de Mbozo, au pied du massif Wazan.

- méthode d'enquête

Le terrain d'étude est un transect de grandes dimensions: 8 km de long et 1 de large. Il prend en écharpe un massif en bordure des monts Mandara, un piémont accidenté de collines puis une plaine qui fait partie de l'ensemble du Diamaré.

Ce transect est "couvert" par une mission aérienne de l'I.G.N. en décembre 1963. Les photos aériennes, à l'échelle du 1/5.000, sont d'une qualité remarquable. Par photo-interprétation, les habitations, les cultures et les parcours des troupeaux sont reportés sur un fonds de carte au 1/5.000.

En novembre 1983, les mêmes critères d'occupation du sol sont relevés sur place, au cours d'une investigation à pied. 153 habitations sont repérées et enquêtées: ancienneté d'installation, activités des membres de chaque famille.

La comparaison des cartes et le dépouillement de l'enquête permettent de suivre l'évolution de l'utilisation du sol au cours des vingt dernières années le long du transect.

- premiers résultats

Le transect est à cheval sur deux cantons, celui des montagnards Wazan et le petit canton des Foulbé de Mbozo-Débi. En 1963, le chef du canton Wazan habite au sommet du massif. Les habitations des Wazan se dispersent sur les versants montagnards aménagés en terrasses et les collines. Le piémont n'est presque pas habité. Les troupeaux de Mbozo-Débi entrent dans le canton de Wazan et parcourent le piémont pendant la saison des pluies.

Le village de Mbozo comprend un quartier central groupé autour du chef et des quartiers périphériques. Le terroir est organisé de façon remarquable: les champs sont séparés par un réseau de chemins enclos d'épineux permettant le passage du cheptel, bovins et caprins. Les troupeaux accèdent ainsi à tous les endroits non cultivés, d'un côté à l'autre du village. Cette organisation du terroir est caractéristique d'agro-éleveurs sédentaires: l'accaparement d'une partie de l'espace villageois par les cultures ne doit pas contrecarrer la disponibilité des pâturages.

Au mois de décembre, après les récoltes, le terroir s'ouvre aux troupeaux. Ils entrent dans les chaumes de sorgho, autour de Mbozo. Un secteur en mil repiqué leur est encore interdit mais les traces de parcours sillonnent le transect sur une longueur de 3 km, jusqu'au pied des collines de Wazan.

En 1983, le nouveau chef du canton Wazan est descendu au pied de la montagne, près d'une petite piste. Ce fut le signal de la descente de nombreux montagnards, notamment dans le lignage du chef. Près de 50 familles l'ont suivi dans son déplacement. La montagne reste encore bien peuplée et cultivée grâce à des sols fertiles mais les collines rocheuses dominant le piémont tombent à l'abandon. Par contre, le piémont devient intensément cultivé: arachide, sorgho et même parcelles géométriques de coton rassemblées en grands blocs par la société d'encadrement. Les Wazan occupent tout leur piémont, interdisant désormais aux troupeaux d'y paître pendant la saison agricole.

Des Wazan se déplacent plus loin et fondent un nouveau quartier en plaine, à l'écart du vieux village peul de Mbozo. C'est un mode fréquent de colonisation de la plaine par les montagnards. Le terroir de Mbozo s'étale lui aussi et, de plus, il se ferme à la circulation du bétail. Les chemins bordés de haies qui le traversaient ne sont plus entretenus. Les troupeaux ne peuvent plus accéder aux pâturages situés de l'autre côté du terroir. De la montagne à la plaine, l'emprise des cultures est devenue presque continue. Les savanes qui subsistent entre les cultures de piémont ne peuvent plus être pâturées. D'un bout à l'autre du transect, les éleveurs disposent d'à peine un kilomètre de pâturages. Les aménagements nécessaires à l'activité pastorale ne sont plus pris en compte par la majorité des habitants, même ^{par} ceux du village peul.

De 1963 à 1983, l'évolution de l'occupation du sol le long du transect se résume, d'une part, par le recul des pâturages devant la poussée des montagnards et, d'autre part, par la désorganisation d'un ancien terroir agro-pastoral de plaine.

L'élevage, autrefois l'activité principale des Peul de Mbozo, se restreint maintenant à quelques familles. Les effectifs des troupeaux stationnent ou régressent. D'un côté, les pâturages à proximité du village ne leur suffisent plus, même en saison des pluies. D'un autre côté, les éleveurs maintiennent leur troupeau près de Mbozo, afin de mieux le surveiller. Cette contradiction entraîne le déclin progressif de l'élevage bovin dans bien des villages du Diamaré.

II/ LES MUTATIONS DE L'ELEVAGE AU CENTRE DE L'ADAMAOUA

Au centre de l'Adamaoua, l'atonie du peuplement et la faible emprise des cultures ne s'opposent pas à l'activité pastorale. De plus, les Peul sédentaires détiennent le pouvoir aux niveaux local et régional, ce qui favorise l'orientation de l'économie rurale vers l'élevage.

Malgré, ou plutôt grâce à ces éléments, des transformations importantes affectent les systèmes d'élevage. Deux nouveautés ont retenu l'attention: les fluctuations géographiques de l'élevage et le dynamisme d'une nouvelle catégorie de propriétaires de bétail.

A/ Les fluctuations géographiques de l'élevage

Depuis quelques décennies, la géographie de l'élevage au centre de l'Adamaoua est complètement perturbée par l'invasion des glossines. Au cours des années 60 et 70, les Peul évacuèrent progressivement cette partie du plateau.

J'ai suivi et analysé dans quelques publications (1) le repli des éleveurs vers le sud (Tibati) et l'est de l'Adamaoua (Ngaoundéré, Meiganga). Les déplacements des troupeaux et des éleveurs pour échapper à la "poche" immense infestée furent continus jusqu'en 1979.

A partir de 1976, un programme ambitieux d'éradication des glossines est entrepris par la pulvérisation aérienne d'insecticides. Quelques années après la pulvérisation,

(1). Les conditions naturelles de l'élevage sur le plateau de l'Adamaoua, 1974, Cah. ORSTOM, ser. Sc.hum., vol. XI, n° 2.
 . Deux études sur l'élevage en zone tropicale humide (Cameroun), 1978, Trav. et Doc. ORSTOM; n° 88.

les pâturages sont remis aux éleveurs. Depuis 1979, il se produit un mouvement général de retour des Peul vers le centre de l'Adamaoua. Son ampleur est telle que l'administration tente de le freiner.

L'enquête en 1983 a permis d'étudier les modalités de cette recolonisation pastorale du plateau.

De nouveaux villages naissent (une vingtaine en 1983) ou d'anciens villages abandonnés renaissent le long des routes (de Ngaoundéré à Martap et de Ngaoundéré à Tignère). Les Peul s'installent maintenant de façon presque exclusive le long des axes routiers. Facilités de ravitaillement en céréales et séjours répétés en ville les incitent à résider en bordure de pistes. Cela n'est pas sans conséquences pour leurs systèmes d'élevage. Les troupeaux se trouvent le plus souvent à l'écart des éleveurs. L'emploi de bergers devient la règle.

La réoccupation par les Peul des pâturages assainis est générale et immédiate dès leur ouverture. Les pâturages pulvérisés sont maintenant les meilleurs du plateau (salubrité excellente, mise en repos et reconstitution du couvert herbacé). La classification des pâturages est complètement bouleversée. Ce ne sont pas seulement les anciens occupants qui reviennent s'installer dans les pâturages libérés. Les déplacements actuels concernent une masse d'éleveurs touchés par la dégradation des conditions d'élevage sur le reste du plateau.

Le retour des éleveurs est souvent spontané; il précède leur ouverture officielle ou ne tient pas compte de projets d'aménagement. Une Commission du Haut-Faro n'a pas réussi à organiser le repeuplement "rationnel" du plateau de Tignère. L'ouest de Ngaoundéré est promu zone d'intervention de la SODEPA (1) pour l'installation de ranchs. En fait, elle est déjà en cours de colonisation spontanée par les Peul.

A la recolonisation immédiate par les Peul villageois succède une occupation plus tardive par les Mbororo. Ils se sont ainsi infiltrés dans le plateau de Tignère. Ils essaient maintenant de pénétrer à l'ouest de Ngaoundéré. Les Peul villageois réagissent en les faisant expulser ou

(1) SODEPA: Société de Développement des Productions Animales

en exigeant qu'ils changent leur cheptel. De petits groupes de Mbororo acquièrent donc le bétail de l'Adamaoua et réussissent à s'implanter au milieu des Peul de Ngaoundéré, fait entièrement nouveau.

Malgré son succès actuel, la recolonisation pastorale du plateau reste aléatoire. Des éleveurs poussent leurs troupeaux d'un secteur assaini à l'autre, au fur et à mesure de leur ouverture, entraînant une instabilité du cheptel. D'autre part, l'éradication des glossines n'est peut-être pas définitive. Une réinfestation pourrait se produire par l'étalement de foyers résiduels ou par le retour des glossines à partir de la limite de pulvérisation.

Depuis quelques années, les éleveurs de l'Adamaoua déplacent sans cesse leurs troupeaux. Ils les concentrent maintenant dans les pâturages assainis en fuyant les anciens refuges où les glossines s'étendent (Kognoli et Galdi au sud de Ngaoundéré). Eux-mêmes ne se déplacent souvent que plus tard. Il en résulte une grande mobilité du cheptel, presque toujours éloigné des éleveurs. La garde est de plus en plus confiée à des salariés.

B/ Une nouvelle catégorie d'éleveurs

En Adamaoua, toute une série de mesures sont prises en faveur des éleveurs. Parmi celles-ci, deux initiatives datent maintenant de quelques années et modifient les techniques traditionnelles d'élevage: la création d'une station de monte et de ranchs privés.

-la politique pastorale

L'objectif de la station de monte est d'améliorer le cheptel local par des croisements avec des taureaux sélectionnés ou importés, mis à la disposition des éleveurs. Les troupeaux des éleveurs sont pris en charge par la station de Wakwa qui les installe dans ses pâturages enclos. Le séjour est de trois ans. Ensuite, l'éleveur récupère son cheptel, grossi des naissances survenues entre-temps. Les troupeaux sortis sont alors remplacés par ceux de nouveaux bénéficiaires.

La création de ranchs privés résulte de l'octroi de

prêts bancaires à certains éleveurs. Les prêts sont destinés à l'achat d'animaux et à l'amélioration des pâturages. Celle-ci nécessite la mise en clôture de terrains alloués aux bénéficiaires. L'édification de clôtures de barbelés représente une innovation capitale par rapport au mode d'exploitation traditionnel des pâturages sous une forme communautaire.

Les prêts bancaires doivent permettre d'augmenter le cheptel des élevages familiaux et d'améliorer leur productivité.

Pour faciliter l'implantation des ranchs privés, une portion du plateau, au sud-est de Ngaoundéré, est déclarée zone d'intervention de la SODEPA, chargée d'encadrer les bénéficiaires de prêts.

-les résultats

La station de monte fonctionne depuis une dizaine d'années. Dès le début, le nombre des volontaires pour confier un troupeau à la station excède ses capacités d'accueil. Le contrat de prise en charge est tout à l'avantage des éleveurs suffisamment riches en bétail pour se séparer d'un troupeau. Leur cheptel est amélioré mais, surtout, il est augmenté dans de fortes proportions. Les pâturages fournis sont, en effet, parmi les meilleurs de l'Adamaoua. En saison sèche, les troupeaux disposent en exclusivité des marais toujours humides de la Vina. Au terme des trois ans, le cheptel initial est souvent doublé dans ses effectifs. De ce point de vue, l'opération est un succès.

Par contre, la création de ranchs privés s'est heurtée dès le début à la réticence de la majorité des éleveurs en brousse. Mais d'autres candidats se sont manifestés et ont commencé à enclore des pâturages. Poussés "au pied du mur", certains Peul de brousse acceptent à contre-cœur le contrat de prêt pour préserver leur terrain de pâture habituel, d'autres le refusent et sont expulsés de leur pâturage, non sans difficultés. J'ai déjà analysé les tensions provoquées par cette opération dans la société peul lors des années 1978 et 79 (1).

(1) L'élevage soudanien; de la savane aux ranchs, 1983, Trav. et Doc. ORSTOM.

Malgré les tensions sociales qu'elle entraîne, la création de ranchs privés se poursuit. Elle s'étend à l'ensemble de l'Adamaoua. En 1983, les ranchs les plus nombreux se concentrent aux environs de Ngaoundéré où l'on en a dénombré une trentaine. Dans certains secteurs, comme à Dibi, ils s'imbriquent en puzzle, accaparant déjà tous les pâturages. Les autres éleveurs ne peuvent presque plus accéder aux rives de la Vina, leurs anciens pâturages de saison sèche. De nouveaux ranchs sont aussi prévus dans les pâturages récemment éradiqués de glossines.

Un relevé des activités et de la résidence d'une vingtaine de propriétaires de ranchs permet d'identifier ces nouveaux éleveurs.

Tabl. 2 : Profession et résidence des propriétaires de ranchs au sud de Ngaoundéré:

Profession principale	Résidence principale
éleveurs: 8	ruraux: 8
marchands de bestiaux: 4	citadins de Ngaoundéré: 15
commerçants et transporteurs: 5	citadins d'une autre ville: 5
fonctionnaires: 9	

Les propriétaires de ranchs les plus nombreux ne sont pas des éleveurs mais des commerçants et des fonctionnaires. Certains possédaient du bétail depuis longtemps mais la plupart investissent récemment dans les achats d'animaux. L'augmentation rapide du prix des bovins sur les marchés explique en partie cet engouement pour l'élevage.

La majorité des propriétaires de ranchs ne sont pas des ruraux mais des citadins de Ngaoundéré ou d'autres villes (Garoua, Maroua). Tout autour de Ngaoundéré se constitue une nouvelle catégorie de propriétaires de bétail. Pour eux, les aides à l'élevage assorties d'attributions foncières privées deviennent le moyen de se constituer de grandes exploitations pastorales. Ils gèrent leur élevage par l'intermédiaire d'intendants qui emploient des bergers salariés.

L'inventaire des bénéficiaires de la station de monte en 1983 ne fait que confirmer ces constatations.

Tabl.3: Les propriétaires des troupeaux dans la station de monte

Activité principale	Résidence principale
éleveurs: 2	ruraux: 2
marchands de bestiaux: 3	citadins de Ngaoundéré: 8
commerçants- transporteurs: 3	citadins d'une autre ville: 2
fonctionnaires: 2	
non déterminée: 4	non déterminée: 2

L'amélioration du cheptel de l'Adamaoua entreprise par le Service de l'Elevage profite moins à des éleveurs et à des ruraux qu'à des citadins. Bien que l'élevage soit pour eux une activité secondaire, ils ont davantage accès aux services techniques que les éleveurs à part entière.

Ainsi, les citadins propriétaires de bétail sont-ils résolument encouragés et aidés par les divers responsables en matière d'élevage. La politique de développement pastoral est orientée vers cette catégorie particulière "d'éleveurs". Les responsables misent sur eux pour développer l'économie pastorale de la région.

Ils ne constituent pourtant encore qu'une minorité par rapport aux autres éleveurs mais leurs ambitions sont à la hauteur de leurs possibilités financières. Déjà, en 1979, la superficie moyenne des ranchs (1.000 ha) excédait nettement la taille qui était prévue (250 ha). Depuis lors, la tendance n'a fait que s'accroître. Chaque postulant demande le plus de terrain possible et les premiers bénéficiaires veulent déjà agrandir leur ranch. Il se produit une véritable compétition entre riches propriétaires de bétail pour s'emparer des pâturages. Il est probable que, dans quelques années, les pâturages situés à moins de 30 km de Ngaoundéré seront accaparés par des élevages privés.

L'exemple extrême de ce nouveau type d'élevage est celui d'un transporteur bien connu à Ngaoundéré. Il a obtenu de l'administration une immense concession de 25.000 ha ! En quelques années, il s'est constitué par achats un cheptel de 5.000 têtes de bétail. Les premières années, il investit sans compter dans la construction de pistes, de barrages en terre, de bains détiqueurs, dans le déboisement et la pulvérisation de ses pâturages. Un gérant européen organise son entreprise selon le modèle du ranch de La Pastorale.

Cet élevage capitaliste suppose l'emploi de nombreux bergers, une dizaine dans la plupart des ranchs mais 75 dans l'exemple précédent ! La présence d'une abondante main-d'oeuvre salariale est une autre caractéristique du nouvel élevage pratiqué en Adamaoua. Par enquête directe auprès des bergers, on s'est efforcé de retracer leur "itinéraire" vers le salariat.

Les ravages causés par la trypanosomiase bovine dans les troupeaux et la ruine de nombreux éleveurs, leur exode rural jettent sur le marché du travail de nombreux "sans-bétail". Les bergers ne sont plus rémunérés en taurillons comme autrefois mais en numéraire. Par suite de l'inflation constante des produits vivriers, l'essentiel de leur salaire est consacré aux dépenses alimentaires. Les bergers dans ces entreprises n'ont plus aucun espoir de constituer l'amorce d'un troupeau personnel. Ils sont en cours de prolétarianisation. Aussi la main-d'oeuvre des nouveaux ranchs est-elle très fluctuante. Pour chaque berger, engagements et abandons se succèdent d'un ranch à l'autre sans qu'il réussisse à sortir de sa condition de prolétaire-berger.

Pour les responsables du Service de l'Elevage, le grand ranch capitaliste représente le modèle d'élevage moderne qu'ils souhaitent instaurer en Adamaoua. Ce choix se concrétise rapidement sur le terrain: accaparement de pâturages par des kilomètres et des kilomètres de clôtures en fil de fer barbelé, expulsion des éleveurs sans titres fonciers, exode rural et formation d'une population flottante de sans-bétail.

La politique actuelle de développement pastoral en Adamaoua s'oriente résolument vers la constitution de grandes unités d'élevage. Contrairement à d'autres pays, aucune formule coopérative ou associative n'est tentée. Pourtant, un autre développement pastoral pourrait s'appuyer sur l'existence de petits groupes familiaux qui, autrefois, étaient cohérents.

Mais la rentabilité des opérations commerciales sur le bétail et le renom de l'Adamaoua attirent de plus en plus de capitaux vers cette activité. Les investissements récents orientent l'élevage dans la région vers un modèle "latino-américain". Ils bousculent les autres éleveurs, les écartent des pâturages les plus valorisés et précipitent la crise de l'élevage traditionnel.

III/ LES ELEVEURS DES PLATEAUX DE L'OUEST

- les Mbororo

Une enquête systématique, lors des premières années 70, auprès des Mbororo des Grassfields a démontré qu'ils n'étaient plus nomades (1). Néanmoins, la tendance à la sédentarisation n'était ni générale, ni irréversible. Cette incertitude appelait une nouvelle enquête après une dizaine d'années, un délai suffisant pour évaluer l'ampleur de la sédentarisation.

L'enquête de 1983 n'est pas aussi exhaustive que celle de 1974. Elle ne touche que quelques échantillons de Djafoun répartis sur les hauts plateaux, de Bamenda à Nkambé et un petit groupe d'Akou à l'ouest de Nkambé. Chaque fois, les listes actuelles de Mbororo sont confrontées à celles de 1974. Les absences sont confirmées par l'enquête auprès des "ardo". Un dépouillement rapide donne les résultats suivants.

(1) Entre nomadisme et sédentarité: les Mbororo à l'ouest du Cameroun, 1983 (à paraître).

Tabl. 4: Mobilité et stabilité de quelques Mbororo dans les Grassfields

	Chefs de famille en 1974	Départs entre 1974 et 1983	Pourcentage de résidents pendant 10 ans ou plus
Djafoun	304	107	65
Akou	82	39	52.5

Le pourcentage des sédentaires parmi les Djafoun est comparable à celui de la décennie précédente (66 %). Par contre, celui des Akou serait passé de 16 à 52 %. L'échantillon des Akou est cependant trop restreint pour conclure à leur sédentarisation rapide.

Malgré leur ancienneté dans les Grassfields, les Djafoun ne tendent pas à s'y stabiliser davantage qu'autrefois. La proportion d'éleveurs mobiles reste constante. En fait, la sédentarité des Djafoun s'avère très inégale d'un secteur à l'autre. Partout, des éleveurs s'en vont parce qu'ils n'ont plus de bétail. Pertes d'animaux par manque de pâturages en saison sèche et surtout dilapidations de bétail par les jeunes ruinent régulièrement quelques familles qui se défont.

Les départs s'amplifient de façon considérable lorsque l'extension des cultures réduit en peau de chagrin les pâturages d'hivernage. Dès lors, le maintien sur place des Mbororo ne devient plus possible. Ainsi, sur 45 Djafoun recensés en 1974 dans un secteur au sud de Nkambé, 31 sont partis en 1983, remplacés par seulement 3 nouveaux. "La brousse est finie" avouent ceux qui restent. Les pâturages des hauts plateaux sont actuellement convertis en cultures de maïs. De production vivrière, le maïs tend à devenir aussi une culture de rente.

Les partants vendent leur bétail et émigrent au loin, vers l'Adamaoua ou la Centrafrique. Le peuplement mbororo est amputé chaque année. Les aides à l'élevage ne réussissent pas à les retenir sur place. Les thèmes d'encadrement rigoureux des éleveurs ont plutôt un effet perturbateur et accélèrent les départs.

- les éleveurs "paysans"

Alors que les Mbororo sont confrontés à une compétition irréversible des cultures, un nouveau type d'élevage se développe aux mains des villageois. En une décennie, le nombre des Natives propriétaires de bovins se multiplie.

Cette nouvelle activité est surtout fréquente parmi les habitants des plateaux les plus élevés. A partir de 2.000 mètres, l'altitude dispense de détacher les animaux, une opération délicate qui exige beaucoup de savoir-faire.

Les nouveaux éleveurs se répartissent en deux catégories. Les "paysans" ou, du moins, les ruraux pratiquent le plus souvent un élevage d'embouche de quelques boeufs enfermés dans des prairies encloses ou attachés au piquet. Ce type d'élevage est courant chez les Nso au sud de Kumbo. C'est un moyen de valoriser un petit capital.

Des commerçants et des fonctionnaires rassemblent des troupeaux plus importants qu'ils installent en pâturages ouverts et qu'ils confient à des bergers, souvent de jeunes Mbororo sans bétail. Les techniques d'élevage ne sont alors guère différentes de celles des Mbororo, si ce n'est un moindre recours à la transhumance.

L'acquisition de plusieurs troupeaux correspond à un simple investissement et non à une spécialisation personnelle du propriétaire dans l'élevage. Le succès de l'opération dépend largement des bergers, leur patron ignorant complètement les soins à apporter. Si des pertes de bétail diminuent la rentabilité de son investissement, le propriétaire n'hésite pas à se défaire des autres animaux.

De plus, l'existence de ce type de troupeau est sérieusement remise en cause lors du décès du propriétaire. Le plus souvent, les héritiers ne portent aucun intérêt à l'élevage bovin. Ils s'empressent de vendre tous les animaux qui leur reviennent. Ce cheptel est donc plus instable que celui des Mbororo.

De 1974 à 1983, sur 75 Nso propriétaires de bétail, 28 cas de dispersion de troupeau sont relevés, soit par décès, soit de façon volontaire. Si les Natives s'intéressent de plus en plus à l'élevage bovin, les échecs ne sont pas rares.

Recul de l'élevage mbororo, engagement pastoral des Natives mais ponctué d'aléas, modifient les données de l'économie pastorale des hauts plateaux.

IV/ L'ELEVAGE D'ETAT

Voilà bientôt une dizaine d'années que furent créés les ranchs d'Etat au Cameroun. Il s'agit donc d'un nouveau système d'élevage dont il faut tenir compte, bien que la Banque Mondiale conteste leur existence, après avoir contribué à les mettre en place. Elle accuse ces ranchs de ne pas être rentables. Malgré cela, ils sont maintenus.

Ils marquent le pendant, en élevage, des complexes agro-industriels d'Etat. L'existence d'un secteur étatique puissant dans les principales activités économiques correspond à une volonté politique du Cameroun.

Les ranchs ne sont pas autonomes. Ils sont gérés depuis Yaoundé au siège de la SODEPA. Cette centralisation administrative alourdit beaucoup leur fonctionnement. En effet, chaque ranch est déjà, par lui-même, une énorme entreprise.

Là aussi, les superficies initiales ont été largement dépassées. Celle de Dumbo est estimée à 45.000 ha et celle du Faro serait équivalente. Ces étendues sont tellement immenses que les troupeaux des ranchs ne les exploitent pas en totalité. A Dumbo, les Mbororo occupent encore le sud du ranch; une partie du Faro reste en réserve.

Après plusieurs années de fonctionnement, la constitution du cheptel des ranchs n'est pas encore achevée. Le rythme des achats est plus lent que prévu; les modalités d'achats par des marchands de bestiaux agréés ne donnent pas satisfaction; les animaux livrés ne correspondent pas aux besoins des ranchs.

D'un côté des pâturages immenses, de l'autre des cheptels encore incomplets: il en résulte une charge légère qui permet de s'en tenir à un élevage extensif, sans aménagement des pâturages mais avec déplacements saisonniers des troupeaux. La modernisation des techniques d'élevage concerne davantage la gestion du cheptel que celle des pâturages.

Les ranchs d'Etat sont aussi de grandes entreprises par leurs effectifs d'employés, notamment de bergers. Plutôt qu'un relevé exhaustif des résultats zootechniques et économiques, l'enquête a porté auprès des bergers. En effet, ce sont les agents principaux de ce système d'élevage.

Ils sont presque une centaine au Faro et à Dumbo. Chaque berger est un salarié, placé à la tête d'un gros troupeau (parfois, plus de 100 têtes) mais peu solidaire de son bétail. Les conditions de vie et de travail dans les ranchs d'Etat sont difficiles. L'immensité des pâturages entraîne un isolement permanent. L'expulsion préalable des cultivateurs ne facilite pas le ravitaillement. Enfin, les bergers ne sont pas responsables de la conduite de leur troupeau. Ils reçoivent des ordres et se trouvent dans la dépendance de chefs bergers et d'infirmiers vétérinaires qui opèrent des mutations à leur gré.

Les Peul répugnent à demeurer les salariés de cet élevage "industriel". Ils laissent la place à d'anciens cultivateurs, sans expérience du bétail (Dumbo). Ils "suivent" leurs troupeaux, sans plus. Partout, l'instabilité des bergers est grande. L'élevage d'Etat concentre maintenant des milliers de têtes de bétail mais ne réussit pas encore à fixer une main-d'oeuvre stable, attachée à ce type d'entreprise.

Jusqu'ici, les ranchs fonctionnent en corps étrangers par rapport au milieu pastoral environnant. Les deux types d'élevage entrent en compétition spatiale, soit que les éleveurs aient été expulsés à la création du ranch (Dumbo), soit qu'ils ne récupèrent pas des pâturages assainis (Faro). Pourtant, les ranchs d'Etat sont destinés à devenir des centres de démonstration d'élevage moderne et de diffusion de cheptel amélioré. Pour le moment, les échanges entre ranchs et éleveurs sont encore inexistantes.

Cependant, de nouveaux ranchs privés se disposent en couronne autour du Faro. Ils bénéficieront sans doute de son assistance technique. Mais, une nouvelle fois, ils appartiennent à de hauts fonctionnaires. Une liaison s'opèrera entre grands élevages à capitaux d'Etat et à capitaux privés, en laissant pour compte les éleveurs traditionnels.

CONCLUSION

D'une région à l'autre, des transformations profondes affectent les systèmes d'élevage. L'inégale pression du peuplement rend compte en partie de l'essor ici, du recul ailleurs de l'élevage bovin. Mais les changements actuels échappent aussi largement à un simple constat de contraintes géographiques. Partout, les sociétés pastorales sont en crise: refus de poursuivre une existence rurale que beaucoup de Peul ressentent de plus en plus pénible, doute dans l'avenir de l'activité pastorale.

D'un autre côté, alors même que les éleveurs par naissance et par vocation remettent en cause leur activité, celle-ci attire de plus en plus l'intérêt de personnes qui, jusque-là, lui étaient étrangères. L'élevage devient un secteur privilégié d'investissement de capitaux issus du commerce, du transport, de postes administratifs.

Dans un sens, l'économie et le monde rural bénéficient ainsi d'un report de l'accumulation de richesses opérée dans les villes. Mais les entreprises d'élevage capitaliste entrent souvent en compétition, ne serait-ce que spatiale, avec l'élevage familial et elles en précipitent le déclin.

Pressions externes et mutations internes menacent les vieilles sociétés pastorales. Cette évolution est lourde de conséquences économiques. Elle risque de remettre en cause l'auto-suffisance en viande du Cameroun, acquise pour le moment par l'interdiction des exportations vers les pays limitrophes. Les grands ranchs d'élevage d'Etat suppléeront-ils les insuffisances prévisibles de la production bovine par le secteur traditionnel ? C'est le pari engagé par les responsables camerounais. Une affaire à suivre...

Jean Boutrais

Géographe à l'ORSTOM.

Paris, Janvier 19884